



**Introduction du Gouverneur de la Banque de France  
au séminaire sur « les récents développements sur la politique monétaire »  
Paris, 4 mai 2017**

Notre monnaie, l'euro, est au cœur de débats importants pour les Français. La Banque de France est indépendante par rapport à la politique, mais au nom de notre mission dans la République qui est de garantir la confiance dans la monnaie, il m'appartient d'apporter quelques éclairages. On entend notamment avancer certaines hypothèses de double monnaie, avec retour à une monnaie nationale en parallèle d'une monnaie européenne : je me dois de dire que de telles hypothèses mettraient en danger la confiance dans la monnaie.

Cette double circulation n'existe dans aucun pays avancé. Ailleurs, là où il y a (ou bien il y a eu) deux monnaies qui circulent et avec lesquelles on peut payer, l'une inspire toujours moins confiance que l'autre. En général, c'est la monnaie "nationale" qui en souffre, la seule accessible aux ménages et notamment aux plus modestes, ainsi qu'aux PME... Et donc cette monnaie perd vite de sa valeur, avec des prix qui augmentent beaucoup trop et un impact négatif sur le pouvoir d'achat.

Si on envisageait le retour à l'ECU, il faut rappeler que celui-ci n'existe plus depuis dix-huit ans et qu'il ne s'agissait pas d'une vraie monnaie : l'ECU était une unité de compte, avec laquelle ni les particuliers ni les entreprises ne pouvaient payer. À supposer que ce soit possible, revenir à l'ECU présenterait de graves inconvénients par rapport à l'euro d'aujourd'hui : jusqu'à l'introduction de l'euro, la France de fait ne participait pas à la décision sur le niveau des taux d'intérêt, et devait suivre la politique monétaire allemande ; le Franc était à la merci d'attaques spéculatives des marchés financiers, épuisant nos réserves de change comme nous l'avons connu en 1992-1993. C'est pour régler ces problèmes que nous avons fait l'euro.

L'euro est aujourd'hui bien vivant. C'est la monnaie de 340 millions d'Européens et elle est reconnue dans le monde entier. C'est la monnaie de confiance des Français, qui la soutiennent pour près de 70 % d'entre eux. Parce que l'euro protège leur pouvoir d'achat avec des prix qui augmentent trois fois moins vite qu'avant ; parce que l'euro facilite leurs emprunts avec des taux d'intérêt de 1,5 % à 3 % plus bas ; parce que l'euro préserve la valeur de leur épargne.

Je précise enfin que l'Eurosystème n'a bien sûr pas modifié sa politique d'achat de titres souverains en fonction des élections françaises. La répartition des achats mensuels entre les différents pays est basée sur le principe de la répartition du capital de la BCE.